

SOS Gramsci : comment la gauche a perdu son hégémonie culturelle

"Le dernier Congrès du Parti socialiste l'a reconnu : "La gauche n'est plus en situation d'hégémonie culturelle." Diagnostic lucide, quoique tardif. Le patient a cependant de quoi être rassuré : il mourra en connaissant les causes de son mal. Extrait de "A demain, Gramsci !", de Gaël Brustier, publié aux éditions du Cerf.



Atlantico : Quand le divorce a été prononcé entre la gauche et le "sens commun" au sens de Gramsci, à quel moment la gauche a-t-elle perdu cette hégémonie culturelle d'après vous ? Pourquoi ?

Gaël Brustier : Il convient de distinguer deux grandes périodes. La première a été identifiée par Stuart Hall, qui a en partie utilisé les outils de Gramsci à propos de Margaret Thatcher et du thatchérisme dans les années 80, c'est-à-dire la défaite face à l'hégémonie néo-libérale, conséquence de la fin du consensus fordiste, du consensus social-démocrate dans les 30 Glorieuses. Au fil des années 70, avec des variations selon les pays, ce consensus s'est décomposé et les années 80 marquent l'hégémonie du modèle néo-libéral avec la libération des mouvements de capitaux, de marchandises et une réforme "éthique et morale" qui impose la vision du monde néo libérale. C'est ce que Gramsci appelle un nouveau "bloc historique". Cet épisode est connu. La sociale démocratie a vraiment été en difficulté à partir de ce moment, elle peinait à avoir un projet mobilisateur, à expliquer le monde. Il s'agit là de la première grande défaite de gauche qui s'est trouvée assez démunie. Cela a abouti à des mutations politiques et idéologiques assez fortes, le cas de l'Italie en est un exemple avec la fin du parti communiste italien jusque-là culturellement hégémonique.

Face à ce puissant courant néo-libéral, des tentatives de réponses ont été formulées par la social-démocratie comme le blairisme. En réalité, elles ont été davantage une soumission qu'autre chose.

La deuxième période est plus récente, post 2008, suite à la crise. On a vu les droites, au contact de la crise, s'adapter et adopter un virage étatiste pour l'extrême droite notamment. La social-démocratie en Europe subit un nouveau revers puisqu'elle colle à un système de pouvoir dans l'Union européenne constitué à partir des élites du pouvoir en Europe, c'est-à-dire des personnes ayant accès au pouvoir institutionnel. C'est une histoire que se poursuit depuis les années 50, depuis la conférence de Messine et le choix du mode d'intégration européenne. Aujourd'hui, dans le cadre de la crise, il devient de plus en plus clair que ce pouvoir ne suscite pas le consentement des citoyens européens, au moins dans le Sud de l'Europe. Face à la crise économique, le pouvoir de l'UE n'a pu miser que sur la coercition. Un grand débat né alors à gauche, avec par exemple l'affaire grecque, une tentative de remise en cause idéologique qui touche la gauche radicale, la social-démocratie en partie. Il faut d'ailleurs être optimiste quant à la question d'un prochain renouveau intellectuel à gauche. Quant aux partis de droite populiste, conservatrice, on observe une réhabilitation du rôle de l'état dans une position particulièrement identitaire et autoritaire.

En vous appuyant sur les travaux de Gramsci, vous écrivez que les mouvements culturels sont liés aux contextes économiques. D'après vous la social-démocratie se focalise uniquement sur des indicateurs économiques. Comment expliquer alors que la figure de l'ouvrier, comme le soutient Jean-Claude Michéa, a été remplacé par celle du sans papier puis de l'immigré au sein de la gauche ?

D'abord, cette gauche française ne pense pas Gramsci hélas. Si dans les années 70 il y a eu une percée des travaux de ce théoricien, la France y est moins sensible que d'autres pays tels que l'Italie, pour des raisons évidentes, ou que l'Espagne actuellement qui pense avec Gramsci et avec Ernesto Laclau.

Il faut relativiser la thèse de Jean-Claude Michéa. Une idée couramment répandue est celle d'après laquelle la gauche aurait abandonné le peuple, parce qu'elle aurait substitué le "sociétal" au "social". En réalité à partir de 1978 le désalignement du vote ouvrier sur la gauche a lieu, et il précède 1983. Il est vrai que 83 n'améliore rien, au contraire, mais des mouvements d'une autre nature sont opérés. Un certain nombre de courants politiques s'adaptent plus rapidement au néo-libéralisme.

La solution de gauche qui prétendrait opposer des demandes sociales les unes aux autres – c'est-à-dire des demandes sociales purement économiques - et des demandes de liberté individuelle, d'émancipation, n'est pas la bonne d'après moi. Quand on regarde ce que fait Podemos influencé par Ernesto Laclau, on peut fondamentalement tenir un discours d'opposition du peuple face aux élites du pouvoir coupées du peuple, sans opposer le social et le sociétal, pour parler trivialement. Les personnes qui vous disent qu'il est honteux d'avoir "substitué le sociétal au social", ne figurent pas toujours parmi les grands défenseurs des salariés. Le sport national aujourd'hui est de cracher sur le bobo qui mange du quinoa,

abonné au théâtre et qui fait du vélo. Mais ce n'est pas le problème de la société française ! La question de fond est de revenir à l'idée que l'hégémonie commence à l'usine mais qu'elle ne se limite pas à la vision marxiste exclusive de la classe sociale. Et pour y parvenir la question de la récupération de la démocratie, de leviers politiques. Voilà sur quoi il faut discuter en France. Dans cette perspective, il est important de discuter les thèses de Laclau ou de Chantal Mouffe, qui font partie de l'école gramscienne. Gramsci nous permet de comprendre comment le capitalisme se régénère à chaque fois, le paysage idéologique qui est le nôtre et la crise de la gauche, et il nous permet d'entrevoir les sources d'espoir grâce aux outils qu'il propose.

Considérez-vous, comme le pense Michel Houellebecq par exemple, que les médias sont majoritairement de gauche et s'éloignent donc des idées et croyances du peuple ?

Il ne faut pas se leurrer sur le fait que la globalisation a fait muter nos territoires et l'idéologie qui s'y développe. Les populations les plus éduquées, celles qui ont le plus accès au pouvoir médiatique et institutionnel sont concentrées dans des espaces qui sont 8 ou 9 idéopôles. Les problématiques inhérentes à la ville-monde, aux idéopôles, sont beaucoup plus présentes dans les médias que les problématiques liées à celles que peuvent connaître les villes traversant la désindustrialisation. C'est très logique.

Les polémiques actuelles autour de Finkielkraut, Zemmour, Onfray... sont davantage représentatives de la crise idéologique qui est la nôtre, que des débats intellectuels ayant prise sur la société française.

Dans quelle mesure en France les intellectuels que l'on qualifie à droite (Zemmour, Finkielkraut, ...) ont-ils pris le relais des politiques et médias qui ont "oublié" le sens commun ? Peuvent-ils gagner la bataille de l'hégémonie culturelle ?

Ils sont dominants médiatiquement. Ils donnent une explication du monde qui fait écho à l'expérience des gens. Or, le système actuel place les "progressistes" – la gauche, les Républicains, certains chercheurs... - en situation d'une réponse permanente à un agenda médiatique polémique fixé par ces intellectuels. Reprenons les choses à l'origine. Il y a une panne d'explication du monde, il y a une panne de projet face à la globalisation, à la mondialisation, avec, de surcroît, le développement de l'Union européenne. Il n'est pas étonnant, étant donné que tous les canaux traditionnels démocratiques sont bloqués en France et que les pouvoirs (politiques budgétaire, monétaire, commerciale, loi de la concurrence...) appartiennent au champ politique de l'Union européenne même si les gouvernements nationaux sont associés dans une subtile logique consensuelle, il est plus important et confortable pour le représentant national d'être un bon élève de l'Union européenne, plutôt que de faire la politique pour laquelle on a été élu. Cette difficulté est rencontrée par l'ensemble des pays de l'Union européenne, avec une prépondérance dans le sud de l'Europe où la crise a été plus franche.

Un certain nombre d'individus apparaissent comme des rentiers idéologiques et économiques de mutations idéologiques qui ont déjà eu lieu. Des paniques morales sont parfois entretenues. Quand vous lisez sous la plume de gens comme M. Zemmour ou M. de Villiers des théories relevant du grand remplacement, proche de la théorie du complot, vous avez une interprétation du monde, une construction. Le jugement moral ou la catégorisation de ces gens ne m'intéresse pas. Ces explications du monde, quoi qu'on en pense, font sens car elles sont écho à une expérience quotidienne des gens. Ces derniers ne sont pas passifs, chacun bricole son idéologie. Le peuple n'est donc pas inapte à la réflexion. Mais il est vrai que vous n'avez pas d'explication forte du monde provenant de la gauche radicale, et s'opposant à ces analyses plus à droite. La gauche est devenue très timorée. C'est à elle d'apporter une réponse à la crise.

Propos recueillis par Rachel Binhas